



ON Semiconductor

Compte Rendu de la réunion du Comité d'Entreprise du 28 avril 2014

La composition de l'assemblée était la suivante :

Représentants de la Direction	
Yolande De Busschop, Présidente	Pascal Aigouy, Collaborateur de la Présidente
Carolina De Landsheer, Directrice des Ressources Humaines EMEA	Sofie Van Huffel, Compensation & Benefits Manager EMEA pour le point 8
	Sophie Penent, EMEA Corporate Controller pour les points 2,3 et 4
Représentants du Personnel	
Titulaires	Suppléants
Olivier Martinez, Secrétaire	Myriam Combes
Bernard Clarysse, Trésorier (excusée)	André Saillart
Julie Athanassiadis, Trésorier adjoint (excusée)	Olivier Causse
Carl Van Baelen	Géraldine Saint-Upéry
Thierry Viard	Aurore Weiss (excusée)

Ordre du jour :

- 1) Approbation du compte-rendu du CE du 24 mars 2014.
- 2) Communication des documents comptables – information
- 3) Rapport annuel sur la situation économique de l'entreprise – information et consultation
- 4) Rapport sur la participation – information
- 5) Bilan des embauches de contrats initiative-emploi et de contrats d'accompagnement dans l'emploi – information
- 6) Politique de recherche et développement technologique de l'entreprise – information et consultation (suite)
- 7) Recours aux conventions de forfait, modalités de suivi de la charge de travail – information et consultation (suite)
- 8) Dénonciation de l'engagement unilatéral pris en novembre 2009 de maintenir certaines règles issues de l'Oncentive – information et consultation (suite)



ON Semiconductor

Approbation du compte-rendu du CE du 24 mars 2014 :

Le compte-rendu de la réunion du CE du 24 mars 2014 est approuvé.

Communication des documents comptables – Information

Rapport annuel sur la situation économique de l'entreprise – Information et consultation

Rapport sur la participation - Information

Sophie Penent présente les comptes statutaires des sociétés ON SEMICONDUCTOR France SAS et ON SEMICONDUCTOR SAS arrêtés Au 31 décembre 2013.

Le bilan et comptes de résultats complets ainsi que le rapport de gestion des 2 sociétés sont disponibles sur le site du CE.

- ON SEMICONDUCTOR France SAS : La société présente un bénéfice net comptable pour l'exercice mais se retrouve en perte fiscale. du fait, entre autres, de l'impact Euro / Dollars dans son activité et des effets des mesures de réorganisation engagées en 2011. Il n'y a donc pas de participation légale. Le Crédit Impôt Recherche représente sur l'année 2013 un montant de 2.527 M€ et le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi 15 k€.
- ON SEMICONDUCTOR SAS : La société présente un bénéfice net comptable et fiscal. La participation légale ressort à 5.7 k€ pour l'exercice. Le calcul de la participation est fait conformément à la formule légale et la répartition conformément à l'accord d'entreprise. Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi représente sur l'année 2013 un montant de 4.8 k€.

La société ON SEMICONDUCTOR France SAS a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 2009-2010-2011. Ce contrôle s'est terminé au début de l'année 2014 et a donné lieu à un redressement net de 55 k€. Le Crédit d'Impôt Recherche n'a pas donné lieu à commentaires spécifiques de la part de l'administration fiscale et Sophie Penent tient à souligner que la qualité du travail de documentation réalisé par l'ensemble des salariés investis dans la Recherche & Développement est un des éléments essentiels de la non remise en cause de notre activité de R&D en France.

Les remarques de l'administration fiscale ont porté sur la création de la société ON SEMICONDUCTOR SAS et le traitement fiscal de celle-ci.

Sophie Penent nous présente le rapport annuel de gestion qui inclut notamment pour la société ON SEMICONDUCTOR France SAS un descriptif des activités de R&D. Ce descriptif est important pour la justification du Crédit d'Impôt Recherche.

Les élus Titulaires présents ou représentés approuvent à l'unanimité le rapport annuel sur la situation économique des 2 entités.



ON Semiconductor

Bilan des embauches de contrats initiative-emploi et de contrats d'accompagnement dans l'emploi – Information

Il n'y a pas de contrats initiative-emploi et de contrats d'accompagnement dans l'emploi dans les entités ON SEMICONDUCTOR France SAS et ON SEMICONDUCTOR SAS.

Politique de recherche et développement technologique de l'entreprise – Information et consultation (suite)

Le CE a souhaité avoir un complément d'informations sur l'activité R&D de la BU PG sur Toulouse. Bertrand Clou lors du dernier CE a expliqué que le support apporté aux clients par l'équipe de Christophe Basso s'avère être de plus en plus important (extensive technical documentation, in-house trainings). Le CE souhaite savoir comment cette charge de travail supplémentaire est gérée sachant que cette équipe n'a pas recruté depuis plusieurs années.

Christophe Basso nous répond que cette surcharge d'activité (support client) n'est pas continue, mais par pic. Elle est gérée par priorité en fonction de la disponibilité des personnes de son équipe et des compétences requises. De plus un travail de formation du field est effectué en continu pour leur permettre de répondre par eux-mêmes aux questions clients sans faire appel aux experts de l'équipe de Christophe.

Le CE donne à l'unanimité un avis favorable à la politique de recherche et développement technologique de l'entreprise.

Recours aux conventions de forfait, modalités de suivi de la charge de travail – Information et consultation (suite)

Le CE demande quelles actions sont prises par les ressources humaines lorsqu'un salarié met une note 4 (problèmes soulevés) dans l'un des thèmes de l'entretien forfait jour.

Pascal Aigouy nous répond que Sophie Baquié fait la répartition des notes et revoit tous les points notés 4. Une attention particulière est portée sur les thèmes concernant la charge de travail et l'articulation entre la vie privée et la vie professionnelle.

Sophie Baquié contacte le manager et / ou le salarié et un plan d'action est éventuellement mis en place si le problème soulevé persiste.

Il n'y aura maintenant qu'un seul entretien forfait jour, l'entretien individuel ayant lieu en début d'année l'entretien forfait jour devrait avoir lieu vers le mois d'octobre.

Le CE donne à l'unanimité un avis favorable.

Dénonciation de l'engagement unilatéral pris en novembre 2009 de maintenir certaines règles issues de l'Oncentive – Information et consultation (suite)

Le CE a souhaité que soit précisée la base de calcul du pourcentage de 50% intégré dans le calcul de la compensation.



ON Semiconductor

La direction explique que la moyenne du pourcentage de l'Oncentive sur les années 2009-2013 est de 37%. De plus la direction nous répond que l'on transforme une prime en salaire, et donc qu'il n'est pas correct de l'intégrer à 100% dans le salaire brut.

Le CE demande un suivi du montant global des Oncentive qui seront versés après H1 2014. La direction répond que chaque année lors de la NAO toutes les données sont fournies. De plus un message général est envoyé chaque fois qu'il y a un Oncentive, nous pouvons donc le calculer par nous même. La direction ne veut donc pas faire ce suivi en réunion plénière du CE.

Lors de la dernière réunion, le CE avait émis des commentaires sur la proposition de l'entreprise de baisser le salaire des personnes se trouvant promues et éligibles avant le 30 juin 2016. La direction avait pris note de nos remarques et est revenue avec la règle suivante :

« Suite à vos remarques sur le risque d'avoir une diminution du salaire de base si le montant de l'augmentation lié à la promotion est inférieur au montant de la compensation reprise, il a été décidé d'ajouter la règle suivante : le nouveau salaire de base après l'augmentation lié à la promotion et le retrait de la compensation ne pourra pas être inférieur au salaire de base avant promotion (compensation incluse). »

Le CE trouve toujours médiocre cette proposition de déduire cette augmentation même si dorénavant elle ne donnera pas lieu à une baisse de salaire.

La direction dans son message a, de plus, apporté la précision suivante :

« Le versement de la compensation sera considéré comme un engagement unilatéral de la société jusqu'au 1^{er} juillet 2016 et deviendra un élément contractuel à compter du 1^{er} juillet 2016. »

Le CE à l'unanimité donne un avis favorable avec 2 réserves :

- Le CE souligne le risque que les augmentations des années à venir pour les salariés ayant bénéficié de cette compensation puissent être lissées, ce qui reviendrait petit à petit à supprimer la contrepartie de la suppression de l'avantage acquis précédemment et dénoncé par l'employeur.
- Le CE émet une réserve sur la règle concernant la déduction de cette compensation pour les personnes promues avant le 1^{er} juillet 2016 et note que cette compensation ne deviendra un élément contractuel qu'à partir du 1^{er} juillet 2016.

Toulouse le 28 avril 2014,

Yolande De Busschop

Présidente

Olivier Martinez

Secrétaire